

Revue de presse 2^{ème} semestre 2010

LE LOBBYING EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Inscription sur les registres de l'Assemblée nationale et du Sénat

118 inscrits à l'Assemblée nationale (93 en septembre 2010 : + 25)

40 inscrits au Sénat (102 au 10 janvier 2011 ; 84 en juillet 2010)

Bilan des règles d'encadrement de l'activité des groupes d'intérêts adoptées par l'Assemblée nationale

A quoi sert le registre des lobbyistes ? (Acteurs publics n°68, 20/11/2010)

Une ONG juge « décevant » l'encadrement du lobbying à l'Assemblée (Les Echos, 28/09/10)

Le lobbying en France

Parlement

Accoyer souhaite ouvrir à la presse les travaux en commission (AFP, 18/01/11)

Assemblée : Jacob pour ouvrir tous les travaux à la presse et aux lobbyistes (AFP, 06/01/11)

Clubs parlementaires: un lobbying gastronomique (Slate.fr, 23/11/10)

Reportage : Avenue de l'Europe « Transparence pour les élites » (France 3, 06/11/10)

Ministères

En marge de l'affaire Woerth, Roland Branquart, l'ami, le conseiller et le mélange des genres (Mediapart, 25/08/10)

Le bras droit de Xavier Bertrand rejoint l'agence de lobbying Euro RSCG C&O (AFP, 10/09/2010)

Entreprises

Le lobbying peine toujours à séduire l'entreprise (Les Echos, 25/01/11)

Lobbyiste? "Un défenseur de l'intérêt général!" (Youphil, 07/12/2010)

Derrière les campagnes antitabac, l'omniprésence des labos (Rue89, 22/09/2010)

Comment les lobbys défendent leurs niches (L'Expansion, 28/09/2010)

ONG

Les ONG veulent renforcer la légitimité de leur plaidoyer (Secours Catholique, 14/10/10)

International

Union Européenne

Les eurodéputés haussent le ton face au lobby bancaire (Reuters, 12/01/2011)

Les think tanks européens pensent-ils pour nos décideurs ? (eurosduvillage.eu, 05/01/11)

Le lobby pro-OGM infiltre l'Agence européenne de sécurité alimentaire (Libération, 29/09/10)

En lobbying, le virtuel commence à venir renforcer le réel (L'Atelier, 16/09/10)

Controverse autour des pantouflages à la Commission européenne (AFP, 12/07/10)

Canada

Élargissement de la Loi sur le lobbying (TVA Nouvelles, 20/09/2010)

Activités de lobbyisme dans le Bas-Saint-Laurent – Le Commissaire au lobbyisme du Québec impose des sanctions (Canada Newswire, 27/08/10)

Etats-Unis

USA : les campagnes ont battu des records de dépenses (Le Figaro, 03/11/10)

Des industriels européens financent des sénateurs climato-sceptiques aux Etats-Unis (Le Monde, 25/10/10)

Google dépense dix fois plus en lobbying que Facebook (L'Expansion, 22/10/10)

Le lobbying décomplexé de l'agro-alimentaire américain (Rue 89, 29/07/10)

L'impact économique de la corruption: une étude de cas (Mediapart, 20/07/10)

Initiatives

Prix du « pire lobby européen 2010 » (Décembre 2010)

Cyberpétition contre le lobbying d'ex-commissaires européens : plus de 50 000 signatures (Novembre 2010)

Magazine intitulé « Lobi », réalisé par les étudiants de l'Institut pratique de Journalisme (Mai 2010)

Inscription sur les registres de l'Assemblée nationale et du Sénat

118 inscrits à l'Assemblée nationale (93 en septembre 2010 : + 25)

Classés selon la typologie développée par l'Assemblée nationale en :

- 42 organisations professionnelles (+8) dont une personne représentant 2 organisations professionnelles
- 23 entreprises privées (+2) dont 2 occurrences pour Air France
- 20 représentants d'organismes publics (+2) – A noter une erreur dans le registre, la représentante de l'INSERM étant indiquée 2 fois.
- 9 sociétés de conseil (+2)
- 13 associations (+7)
- 5 autorités administratives (+2)
- Autres : USEM (Union des mutuelles), Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (Personne morale de droit privé), Ordre des avocats du Barreau de Paris (Etablissement d'intérêt public), Conseil national de l'ordre des pharmaciens (Ordre professionnel), Mutualité sociale agricole (organisme privé chargé d'une mission de service public)

Liste complète sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/representants-interets/liste.asp>

40 inscrits au Sénat (102 au 10 janvier 2011 ; 84 en juillet 2010)

L'accréditation étant annuelle, le nombre de représentants d'intérêts est passé de 102 début janvier 2011 à 40 au 27 janvier 2011. En effet, tous les représentants inscrits en 2010 n'ont pas (encore) renouvelé leur inscription.

Dans son édition 2011, le registre du Sénat propose une typologie légèrement différente de celle développée par l'Assemblée nationale. En particulier, le registre ne comprend pas de catégorie « société de conseil » mais une catégorie « profession libérale » et il opère une distinction entre « organisation professionnelle » et « syndicat de salariés ».

Les 40 inscrits sont ainsi répartis :

- 15 organisations professionnelles
- 6 entreprises privées
- 11 représentants d'organismes publics
- 1 profession libérale (il s'agit en fait d'une société de conseil)
- 3 associations
- 1 autorité administrative
- Autres : 1 fonds de dotation (Institut des Hautes Etudes sur les Nations Unies), 1 syndicat de salariés (CFDT) et 1 union de mutuelles (USEM)

Liste complète sur : http://www.senat.fr/role/groupes_interet.html

[Retour au sommaire](#)

Bilan des règles d'encadrement de l'activité des groupes d'intérêts adoptées par l'Assemblée nationale

A quoi sert le registre des lobbyistes ? (Acteurs publics n°68, 20/11/2010)

Un an après leur entrée en vigueur, les règles auxquelles sont soumis les représentants d'intérêts à l'Assemblée montrent leurs limites. Transparency international France dresse un bilan mitigé des mesures prises en juillet 2009 à l'Assemblée nationale pour encadrer le lobbying.

<http://www.acteurspublics.com/article/03-11-10/a-quoi-sert-le-registre-des-lobbyistes>

Une ONG juge « décevant » l'encadrement du lobbying à l'Assemblée (Les Echos, 28/09/10)

La section française de l'ONG de lutte contre la corruption Transparency International juge que le bilan de l'Assemblée en matière d'encadrement du lobbying est « décevant », un peu moins d'un an après la mise en place d'une nouvelle réglementation. Elle ne permet pas « d'avoir une idée précise des intérêts réellement présents au Parlement et des moyens financiers et humains mis en œuvre pour le lobbying », souligne l'organisation.

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/politique/actu/020818878764-une-ong-juge-decevant-l-encadrement-du-lobbying-a-l-assemblee-et-ages-au-sahel-rencontre-gueant-djibo.htm>

Le lobbying en France

Parlement

Accoyer souhaite ouvrir à la presse les travaux en commission (AFP, 18/01/11)

Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer (UMP) a souhaité lundi l'ouverture à la presse des travaux des députés en commission et que le huis clos devienne progressivement "l'exception".

http://www.lexpress.fr/actualites/1/assemblee-bernard-accoyer-souhaite-ouvrir-a-la-presse-les-travaux-en-commission_953181.html

Assemblée : Jacob pour ouvrir tous les travaux à la presse et aux lobbyistes (AFP, 06/01/11)

Le patron des députés UMP, Christian Jacob, se dit favorable à «l'ouverture complète» des travaux de l'Assemblée nationale (débat en commission...) « à la presse et aux lobbyistes», dans un entretien au mensuel Acteurs publics daté de janvier.

<http://hosting.afp.com/clients/assembleenationale/francais/assnat/110106180028.yyn2bej0.html>

Clubs parlementaires: un lobbying gastronomique (Slate.fr, 23/11/10)

Les clubs parlementaires, sous couvert de la défense de bonnes causes, servent bien souvent de relais aux lobbies de certains secteurs. Et ceux-ci ne manquent pas d'arguments pour s'attirer les bonnes intentions de nos députés et sénateurs.

<http://www.slate.fr/lien/30625/clubs-parlementaires-un-lobbying-gastronomique>

Reportage : Avenue de l'Europe « Transparence pour les élites » (France 3, 06/11/10)

Dans tous les pays d'Europe, les citoyens aspirent à une plus grande transparence de leurs élites. Reportages en Grèce, en Norvège et en France. Pour la France, reportage sur le lobbying au Parlement français à partir de la minute 5'27'', avec interview d'Anne-Marie Ducroux, administratrice de TI France (7'45'')

http://info.france3.fr/avenue-europe/index-fr.php?page=accueil&id_article=222

[*Retour au sommaire*](#)

Ministères

En marge de l'affaire Woerth, Roland Branquart, l'ami, le conseiller et le mélange des genres (Mediapart, 25/08/10)

L'entourage d'Eric Woerth continue de faire apparaître les mélanges de genres qui existent dans la vie politique française. Roland Branquart, ami du ministre, a été son conseiller tout en agissant comme lobbyiste auprès de lui.

<http://www.mediapart.fr/journal/france/250810/en-marge-de-laffaire-woerth-roland-branquart-lami-le-conseiller-et-le-melange->

Le bras droit de Xavier Bertrand rejoint l'agence de lobbying Euro RSCG C&O (AFP, 10/09/2010)

Le directeur de cabinet du secrétaire général de l'UMP, Xavier Bertrand, et la conseillère en communication du ministre de la Défense, Hervé Morin, vont rejoindre l'agence de lobbying Euro RSCG C&O (groupe Havas).

http://www.lepoint.fr/bourse/le-bras-droit-de-xavier-bertrand-rejoint-l-agence-de-lobbying-euro-rscg-c-o-10-09-2010-1234967_81.php

[*Retour au sommaire*](#)

Entreprises

Le lobbying peine toujours à séduire l'entreprise (Les Echos, 25/01/11)

Le lobbying, qui s'impose petit à petit en entreprise, n'y a pas encore gagné ses lettres de noblesse. Seuls 17% des sociétés déclarent avoir une équipe ad hoc.

<http://www.lesechos.fr/management/actu/0201025139999-le-lobbying-peine-toujours-a-seduire-l-entreprise.htm>

Lobbyiste? "Un défenseur de l'intérêt général!" (Youphil, 07/12/2010)

Ils sont à Cancún comme ils étaient à Copenhague... Hommes de couloirs, de "conseils", "experts"... A l'occasion du sommet climatique, Youphil met en lumière ces acteurs méconnus des négociations.

<http://www.youphil.com/fr/article/03219-lobbyiste-un-defenseur-de-l-interet-general?ypcli=ano>

Derrière les campagnes antitabac, l'omniprésence des labos (Rue89, 22/09/2010)

Médecins, experts, gouvernement incitent à la consommation de substituts nicotiniques. Les politiques de santé publique sont sous l'influence de l'industrie pharmaceutique.

<http://www.rue89.com/on-vous-enfume/2010/09/22/derriere-les-campagnes-antitabac-lomnipresence-des-labos-166038>

Comment les lobbys défendent leurs niches (L'Expansion, 28/09/2010)

Assureurs, restaurateurs, planteurs de betteraves..., ils sont tous à la manœuvre pour conserver leurs avantages fiscaux menacés par les mesures d'économies budgétaires. Enquête sur les pratiques des groupes de pression à la française.

http://www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/comment-les-lobbys-defendent-leurs-niches_239658.html

[*Retour au sommaire*](#)

ONG

Les ONG veulent renforcer la légitimité de leur plaidoyer (Secours Catholique, 14/10/10)

Les organisations non gouvernementales sont-elles légitimes dans leur action de plaidoyer ou d' "alter-lobbying" ? Telle est la question que se sont posés les participants à la table ronde organisée le 13 octobre au siège parisien du Secours Catholique. Les notions de "lobbying", de plaidoyer, de légitimité ont abondamment nourri les débats.

<http://www.secours-catholique.org/actualite/les-ong-veulent-renforcer-la,7954.html?date=2010-11>

[*Retour au sommaire*](#)

International

Union Européenne

Les eurodéputés haussent le ton face au lobby bancaire (Reuters, 12/01/2011)

Trop, c'est trop. Face à la puissance de feu du lobby bancaire, des eurodéputés tapent du poing sur la table. Et dénoncent la pression exercée par les groupes d'intérêt financiers.

<http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE7061PU20110112?sp=true>

Les think tanks européens pensent-ils pour nos décideurs ? (eurosduvillage.eu, 05/01/11)

Un « think tank » se cacherait-il donc derrière chaque responsable politique ? Quel rôle ces « boîtes à penser » jouent-elles réellement dans le processus de décision politique ?

<http://www.eurosvillage.eu/Les-think-tanks-europeens-pensent,4463.html>

Le lobby pro-OGM infiltre l'Agence européenne de sécurité alimentaire (Libération, 29/09/10)

La Commission européenne a toujours été l'amie des OGM. Les instances communautaires écartent systématiquement les objections avancées tant par les scientifiques que les autorités sanitaires nationales ou les associations de défense de l'environnement. Et pour cause : la Commission a peuplé l'AESA de personnalités acquises à la cause des OGM quand elles ne sont pas directement issues de l'industrie elle-même.

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/couloisses/2010/09/la-commission-europ%C3%A9enne-a-toujours-%C3%A9t%C3%A9-lamie-des-ogm-comme-en-t%C3%A9moignent-les-125autorisations-dimportation-acco.html>

En lobbying, le virtuel commence à venir renforcer le réel (L'Atelier, 16/09/10)

Si l'industrie reste encore discrète, les actions de lobby commencent à se déporter sur le web, et notamment sur les réseaux sociaux. Entretien avec Caroline De Cock, lobbyiste auprès de l'Union européenne. Caroline De Cock publie *iLobby.eu: Survival Guide to EU Lobbying, Including the Use of Social Media*.

<http://www.atelier.fr/medias-loisirs/10/16092010/reseaux-sociaux-lobbying-paquet-telecom-lobby-europe-caroline-de-cock-40236-.html>

Controverse autour des pantoufles à la Commission européenne (AFP, 12/07/10)

Plusieurs ONG luttant contre la corruption dans l'UE ont dénoncé lundi le risque de conflits d'intérêts induit par des pantoufles en série dans le secteur privé d'anciens commissaires européens, comme l'Allemand Günter Verheugen ou plus récemment le Maltais Joe Borg.

<http://www.leconomiste.com/article.html?a=101711>

[Retour au sommaire](#)

Canada

Élargissement de la Loi sur le lobbying (TVA Nouvelles, 20/09/2010)

La rentrée parlementaire à la Chambre des communes est marquée par l'élargissement de la Loi sur le lobbying qui s'applique dorénavant à tous les députés et sénateurs.

<http://lcn.canoe.ca/lcn/infos/national/archives/2010/09/20100920-174922.html>

Activités de lobbyisme dans le Bas-Saint-Laurent – Le Commissaire au lobbyisme du Québec impose des sanctions (Canada Newswire, 27/08/10)

Le Commissaire au lobbyisme du Québec informe les titulaires de charges publiques qu'il a imposé des sanctions disciplinaires à 3 personnes pour avoir omis de s'inscrire au registre des lobbyistes.

<http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Aout2010/27/c5429.html>

[Retour au sommaire](#)

Etats-Unis

USA : les campagnes ont battu des records de dépenses (Le Figaro, 03/11/10)

Record battu : quatre milliards de dollars ont été dépensés par les partis, les candidats et les lobbyistes.

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/11/02/01003-20101102ARTFIG00749-usa-les-campagnes-ont-battu-des-records-de-depenses.php>

Des industriels européens financent des sénateurs climato-sceptiques aux Etats-Unis (Le Monde, 25/10/10)

Plusieurs grands noms de l'industrie européenne, dont les allemands Bayer et BASF et français Lafarge et GDF-Suez, ont financé des sénateurs américains niant les dangers du réchauffement climatique, selon un rapport publié lundi par le Climate Action Network Europe.

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/10/25/des-industriels-europeens-financent-des-senateurs-climato-sceptiques-aux-etats-unis_1430778_3214.html

Google dépense dix fois plus en lobbying que Facebook (L'Expansion, 22/10/10)

L'influence coûte cher. 1,2 million de dollars rien qu'au dernier trimestre pour Google, et près de 4 millions depuis le début de l'année.

http://www.lexpansion.com/high-tech/google-depense-dix-fois-plus-en-lobbying-que-facebook_241211.html

Le lobbying décomplexé de l'agro-alimentaire américain (Rue 89, 29/07/10)

Dans quel but Coca-Cola a-t-il dépensé plus de 2 millions de dollars en lobbying auprès du gouvernement américain au deuxième trimestre de cette année ? Pourquoi Pernod Ricard s'est-il contenté de claquer 180 000 dollars sur le même poste ? La loi américaine oblige à des transparences surprenantes qui font les délices des citoyens curieux.

<http://www.rue89.com/american-ecolo/2010/07/29/le-lobbying-decomplexe-de-lagro-alimentaire-americain-160309>

L'impact économique de la corruption: une étude de cas (Mediapart, 20/07/10)

Aux Etats-Unis, où l'intervention des intérêts particuliers dans le processus législatif est institutionnalisée sous la forme du lobbying, il est possible de mesurer assez précisément les conséquences économiques de cette pesée de l'argent sur l'élaboration de la loi. Trois économistes s'y sont essayés.

<http://www.mediapart.fr/journal/economie/190710/limpact-economique-de-la-corruption-une-etude-de-cas>

[*Retour au sommaire*](#)

Initiatives

Prix du « pire lobby européen 2010 » (Décembre 2010)

A l'issue d'un vote organisé par des ONG pour dénoncer certaines pratiques de groupes de pression actifs à Bruxelles, les sociétés RWE (npower), Goldman Sachs et ISDA ont été désignées « pires lobbys européens 2010 ». Ce prix, existant depuis 2005, a été créé par Corporate Europe Observatory, les Amis de la Terre Europe, Lobby Control et Spinwatch.

<http://www.worstlobby.eu/>

Cyberpétition contre le lobbying d'ex-commissaires européens : plus de 50 000 signatures (Novembre 2010)

Lancée le 22 septembre par des ONG anticorruption, la cyberpétition contre la reconversion d'ex-commissaires européens dans le secteur du lobbying a obtenu plus de 50 000 signatures. Elle appelle la

Commission européenne à interdire ces activités à ses anciens membres pendant les trois années qui suivent leur départ.

<http://www.alter-eu.org/fr/press-releases/2010/11/09/50000-demand-tougher-code-of-conduct-for-ex-commissioners>

Magazine intitulé « Lobi », réalisé par les étudiants de l'Institut pratique de Journalisme (Mai 2010)

Les 22 étudiants de la 31e promotion, en spécialisation "Presse écrite et médias numériques" ont réalisé, au cours de l'année 2010, plusieurs enquêtes autour des lobbies. Encadré par Anne Tézenas du Montcel, journaliste et intervenante à l'IPJ, l'ensemble des enquêtes ont fait l'objet d'une production originale et de la création d'un magazine de 102 pages, LOBI (Lobbying Observatory Bureau of Investigation).

http://issuu.com/tguilbert/docs/lobi_integrale_web2/3?mode=a_p

[Retour au sommaire](#)

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette revue de presse, merci de nous l'indiquer par retour d'e-mail.